

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-ALCA-de-Bush-contre-l-Alternative-Bolivarienne-de-l-ALBA>

L'ALCA de Bush contre l'Alternative Bolivarienne de l'ALBA

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALBA -

Date de mise en ligne : lundi 11 octobre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le sommet des Amériques organisé par G. W. Bush à Monterrey - la grande ville industrielle du nord du Mexique, fief de Vincent Fox - n'a pas été couronné de succès. Bush multiplie les initiatives électorales. Il prépare un coûteux saut de la Lune à Mars pour 2014. Premier effet, le déficit budgétaire fédéral, estimé à 500 milliards de dollars en 2004, devrait se creuser. Il « légalise » les travailleurs clandestins mexicains aux Etats-Unis. Ainsi une main-d'oeuvre à bon marché est mise à disposition, sans problème, aux secteurs agricoles et textiles placés sous une féroce concurrence internationale. Bush espère détourner des voix hispaniques des Démocrates. L'effort fourni pour avancer la rencontre de Monterrey prenait place dans ce programme de conquête électorale.

Le casting de la représentation américaine avait été bien étudié. G. W. Bush était entouré de Condoleezza Rice, sa liaison avec le Conseil National de Sécurité et de Colin Powell (qui a déjà servi sous Reagan), ledit Secrétaire d'Etat modéré. Eux deux doivent lui assurer les voix d'une fraction des Noirs, enclins à voter Démocrates.

Le tableau doit être complété. Au premier rang des invités, comme assimilé à l'administration Bush, les journalistes repéraient le patron du FMI, l'Allemand Hörst Köhler. Pas trop étonnant, lorsque l'on connaît le rôle du FMI dans la restructuration permanente de la dette perpétuelle de l'Amérique du Sud.

Le président argentin, Nestor Kirchner, venait d'ailleurs d'être protégé par divers recours légaux déposés auprès du juge de la Cour de New-York, Thomas Griesa. Ce dernier ne s'est donc pas prononcé pour un embargo collectif envers l'Argentine pour cause de défaut de paiement d'obligations d'Etat, suite au dépôt d'une plainte d'un créancier. Le soutien à Kirchner est venu de la New York Clearing Housase Association, de la Réserve Fédérale de New York et du Département du Trésor, dont le secrétaire, John Taylor, était à Monterrey. Des poids lourds donc.

La crainte existait que cette plainte aboutisse à un embargo collectif de l'Argentine. Ce qui aurait pu provoquer une nouvelle crise financière internationale. La réclamation présentée devant le juge new-yorkais sera donc traitée « pas à pas ». Il n'y aura pas d'embargo collectif. Le système électronique de paiement de la FED (fedwire) continuera à fonctionner sans difficultés à l'échelle mondiale. Le soutien de l'administration Bush à Kirchner est explicite, malgré les déclarations nationalistes de Nestor, qui doit endiguer le mécontentement populaire. D'ailleurs, les propositions du Président argentin à Monterrey ont été acceptées : assurer le paiement de 75 %, en valeur nominale, de la dette... dont les taux d'intérêt sont usuraires (de 20 % à 30 %). L'important est que le service continue.

Voilà qui démontre que la place de Kirchner, dans le dispositif états-unien en Amérique du Sud, n'est pas celui que des « observateurs progressistes » veulent lui attribuer. Kirchner informa Bush que le député Evo Morales, moins radical que soupçonné, soutenait Carlos Mesa, le président de Bolivie (Página 12, 15.1.2004).

Aux côtés de Bush on retrouvait, à Monterrey, deux figures patibulaires. Roger Noriega, sous-secrétaire pour les Affaires de l'hémisphère qui avait attaqué violemment Hugo Chavez. Ainsi qu'Otto Reich, l'homme de tous les mauvais coups en Amérique du Sud, depuis des décennies. Il a survécu à l'échec du coup d'Etat organisé avec ce qui est appelé par les médias suisses : « l'opposition démocratique à Chavez ». Il continue le même travail.

Une seule figure s'opposa vraiment à Bush : Chavez. Il proposa une alternative à l'ALCA : l'Alternative Bolivarienne pour l'Amérique (ALBA). La proposition de celui qui fut traité de « démagogue » par Bush, qui se présenta comme le « chef du gouvernement que les Etats-Unis voulaient abattre », ne passa pas, Mais l'ALCA a pris du plomb dans l'aile. De ce point de vue Monterrey fut un échec pour Bush.